



# RETROSPECTIVES

76 suite

## MARTINIQUE

AU STADE LOUIS ACHILLE : JEAN PIERRE

SOISSON, CHAMPION DE COURSE...

## EDITORIAL

suite

### MARS

**Martinique** : Agression de la police contre une manifestation pacifique de protestation contre l'ORTF. Josmar, le flic au rasoir, blesse un militant du GRS. Scandale à Fort de France.

**Dominique** : La campagne Desmond Trotter s'amplifie. Militant injustement condamné à mort, Trotter attend. Meetings, pétitions, protestations, solidarité caraïbe et internationale.

**Guadeloupe** : La Soufrière se réveille.

**Angola** : Le MPLA, la fraction soutenue par l'URSS et Cuba, prend le pouvoir. Agostinho Neto, président du pays.

### AVRIL

**Martinique** : Josmar, le flic au rasoir, inculpé pour coups et blessures.

**Guadeloupe-Martinique** : Haby, le ministre de l'éducation " coloniale " arrive. Manifestations de protestation.

**Guadeloupe** : Grève des transports en commun à propos du stationnement à Pointe à Pitre. Conflit avec la municipalité. Compromis entre les deux parties.

**Chine** : Remous. Hua-Kuo-feng succède à Chou-En-lai mort. La lutte pour la succession de Mao s'intensifie.

**Martinique** : Grève générale. Le 27 : 50 000 travailleurs manifestent dans les rues de Fort de France, pour l'application des lois sociales, le relèvement des salaires le paiement des jours de grève. Dans le secteur hospitalier, satisfaction totale sur toutes les revendications.

**Guadeloupe** : Mort de Jacqueline Manicom, l'auteur de " La graine ". Stupeur. Une immense foule à l'enterrement.

### MAI

**Bjibouti** : Sanglante répression contre les militants du LPAI, hostiles à Ali Aref homme de paille du colonialisme. Le gouvernement français met son équipe en place avant l'indépendance.

**Guadeloupe** : Soufrière : De nouveaux soubresauts. Manque d'information. CET de Marie-Galante en grève.

**Liban** : la guerre civile fait rage. Il s'agit pour les phalanges soutenues par les pays arabes, de liquider la résistance palestinienne.

( à suivre )

### MARTINIQUE : GREVE A LA CITE SCOLAIRE DE TRINITE

Judi 2 et vendredi 3 décembre, la cité scolaire de Trinité a été paralysée par une grève des agents - le jeudi de tout le personnel, le vendredi. La cause de cette grève réside dans la suppression de 12 postes d'agents qui travaillaient sur le fond de chômage. Il n'y eut pratiquement personne le vendredi dans l'établissement et plus d'une centaine de professeurs, agents et parents sont allés exiger de la sous-préfecture l'embauche des personnes licenciées.

Presqu'au terme de la rencontre de foot-ball qui opposait la Sélection martiniquaise à la Sélection A.S.S.U. de France, un affrontement entre deux joueurs entraîna une échaffourée générale hostile aux joueurs français.

En fait, les plus gênés du stade furent sans doute la belle brochette de politiciens réactionnaires qui de Bally à Valère en passant par Joé Sainte-Rose, étaient venus là chercher autour du secrétaire d'état à la jeunesse et aux sports, J.P. Soisson, un peu de dorure à leur blason.

Au lieu de cela, ils durent quitter la stade en vitesse et en catimini !

Voilà au moins un ministre qui connaît quelque chose en sa matière : la course à pied.

attitude Giscard administre bien la preuve qu'il est au service des capitalistes et des puissants de ce monde, en même temps qu'il démontre qu'il est entièrement du côté des patrons coloniaux que l'on rencontre dans les dernières colonies de la France que sont la Guadeloupe la Guyane et la Martinique et la Réunion, et qui font la chasse à tous les travailleurs qui se mêleraient de politique. Cela n'a rien d'étonnant: il n'y a qu'à voir qui fait la politique de Giscard dans ces dernières colonies pour en être édifié.

Mais que Giscard se détrompe: les travailleurs de France tout comme ceux des Antilles n'accepteront pas sans mot dire et docilement, un projet qui porterait un coup sérieux aux libertés politiques conquises de haute lutte par la classe ouvrière.

## LIBAN

### LA "PAIX" SYRIENNE S'INSTALLE

Après l'occupation presque totale du Liban par les forces armées syriennes, le plan de "paix" syrien se met en place. Les forces palestiniennes se voient de plus en plus contraintes de céder du terrain. On exige d'elles qu'elles remettent les armes lourdes. Mais elles ne sont pas les seules visées. C'est toutes les forces progressistes du Liban qui sont menacées. Il s'agit pour le gouvernement syrien et d'ailleurs pour tous les gouvernants au Moyen-Orient d'interdire toute critique possible de leur politique. Ce qui est déjà le cas dans la plupart des états de la région. Il s'agit aujourd'hui de mettre au pas la gauche libanaise. Et c'est dans ce but que le conseil des ministres du Liban, a décidé d'appliquer

pour six mois l'état de siège. Etat de siège qui est appliqué de manière draconienne. La plupart des journaux, même ceux de la droite libérale, ont été interdits. Ils sont désormais soumis à l'autorisation préalable. Ce qui veut dire que tout ce qui n'aura pas l'accord du gouvernement ne pourra être publié. De plus, seules les nouvelles émanant du gouvernement pourront désormais être publiées.

En fait c'est la dictature qui s'installe progressivement. Et ce pour permettre aux puissants, aux riches de la région de s'enrichir. Permettre à l'impérialisme de continuer à imposer sa loi.

\*\*\*\*\*

## CES DE PETIT-PARIS

suite de la page 1

imposant l'intégration du C.E.G. de St Claude dans le CES, tente de généraliser le système des classes à mi-temps tel qu'il a fonctionné pendant tout le premier trimestre dans les établissements d'accueil. Pour les élèves et les enseignants de ces deux établissements la situation demeurerait inchangée. Seule une partie des cours serait assurée, certaines disciplines continueraient à voir leur horaire tronqué, d'autres comme l'éducation physique ou le dessin complètement bannies des programmes. En plus, ce système de cours à mi-temps avec alternance (les cours ayant lieu tantôt le matin, dès 7 heures, tantôt le soir à partir de 13 heures) présente l'inconvénient majeur d'entraîner une très grande fatigue pour les élèves et pour les maîtres. Dans l'immédiat, professeurs et parents seraient plutôt prêts à refuser un tel système. Ils ont tout à fait raison.

### FORT-DE-FRANCE

REUNION PUBLIQUE de COMBAT OUVRIER  
salle de la POINTE-SIMON 18h30

thème : - le P.C.M. face à la crise.  
- les municipales

## MARTINIQUE

L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI :  
DES FAITS REVELATEURS...

En seize jours de novembre, les trois antennes de l'A.N.P.E. ont recensé deux mille deux cent dix demandes d'emploi, dont plus de quatre vingt de servantes, soit une moyenne de vingt demandes pour une offre. En France où l'inscription au bureau de chômage est obligatoire, le rapport est de cinq à un, même en cette période où le chômage est très important.

Martinique, terre du chômage ? Nous le savions déjà ! Cette fois c'est le gouvernement lui-même qui nous le dit.